

Impressions d'un militant sur l'Union Sacrée

12 mars 1938 : « Conseil nationale de peur et de panique. » Rien de plus vrai que ce jugement porté par un de nos camarades sur cette séance matinale qui, en moins de deux heures, consacrait, sans débats, ce que certains ont pu appeler la « démission du socialisme ».

Discours sentimental de notre camarade Blum, moins poignant cependant que celui de cette fin de nuit du 17 au 18 janvier, où la formule de Reynaud à Thorez n'avait pas trouvé d'écho parmi les délégués au Conseil national. Alors, quoi? les hommes? Oui, la vieille fibre patriotique qui sommeille encore au fond du cœur des plus vieux internationalistes. Patrie, nation, des entités, certes, mais des entités non dévaluées pour ceux qui ont sacrifié la lutte de classes à de vains et chimériques espoirs. Et puis, l'Anschluss! L'Anschluss est désormais un fait. C'est de la veille. Hitler a réalisé par la force cette nouvelle revision de l'inique traité de Versailles que l'Allemagne n'a jamais pu obtenir des vainqueurs de la guerre du Droit, au temps où elle était républicaine. Alors, en proie à la peur, néfaste conseiller, la majorité du Parti acclame l'Union nationale, indispensable à la sauvegarde des « intérêts sacrés du pays » et accepte le sacrifice du sang à la religion du profit, montrant ainsi son impuissance à prendre une position nette devant les angoissantes conjonctures internationales de l'heure et les menaces de guerre chaque jour accrues.

Paç de *Marseillaise*, mais peu s'en faut, l'atmosphère y était!

Léon Blum a dit un jour, c'était au Congrès national extraordinaire du 10 janvier 1926 : « Voyez-vous, le Parti, dans la politique de tous les jours, dans la politique parlementaire, il est bien souvent contraint à des exercices de corde raide. Quand on est comme cela sur la corde, avec le balancier dans la main, il faut pouvoir regarder droit devant soi. Si on est obligé d'incliner le regard, d'abaisser les yeux sur des controverses jalouses, sur des convoitises, sur des rancunes, alors on tombe et, ce qui est plus grave, on laisse tomber avec soi la charge qu'on avait dans les mains. »

Sans commentaires, si ce n'est de savoir, au cas où l'on voudrait bien nous le dire, à quel genre d'exercice plus périlleux le Parti pourrait bien se livrer que celui qui consiste à faire l'Union nationale, fût-ce autour d'un Rassemblement populaire qui sur le plan parlementaire, tout au moins, n'existe plus.

Le prolétariat, bras dessus, bras dessous avec le sabre et le goupillon, le capitalisme étant grand massier. Quelle gageure! Et quelle aubaine pour nous, camarades, que la réaction ait spontanément et sincèrement déclaré qu'elle ne saurait, en aucun cas, abandonner son terrain de lutte de classes pour « tendre la main » aux marxistes amis du paradoxe.

Et quel réconfort aussi de constater que, dans une des plus petites fédérations de

France, appartenant à une région que notre ami Zorretti appelait un jour : « nos pays de mission », région truffée de dépôts d'armes, cessibles et non saisis, nos militants, ouvriers et paysans, toujours à la pointe du combat, aient conçu tout le danger d'une telle politique.

Tendre la main à tout l'armorial périmé de notre représentation parlementaire, aux vieillards séniles qui ont nom : Millerand le Renégat, marquis de Ludre-Frollois, D' Dentu, aux descendants des hobereaux de Coblenz, duc d'Audiffret-Pasquier, baron Roulleaux-Dugage, aux retourne-veste Dariac et Aveline, s'allier pour la « der des der » à toute cette clique réactionnaire et fasciste, serait du tragique, et l'Orne socialiste a répondu non.

Ils ont senti, nos militants, beaucoup mieux que ceux de certaines régions où le socialisme a depuis longtemps droit de cité, que de concessions en concessions, « la pause » nous avait conduits à la capitulation du 12 mars, à l'union sacrée prélude de la guerre, et leur robuste bon sens les a ramenés, ouvriers des villes et des champs, à ne considérer comme vraie figure du socialisme, que celle qui s'est imposée dans les faits et dans l'histoire, seule susceptible de les conduire à la victoire, celle du socialisme révolutionnaire.

Maurice PASQUIS.

Secrétaire à la propagande de l'Orne.

L'ENGRENAGE

Il semble bien que notre Parti y est engagé, et dans des conditions telles qu'au lendemain d'une nouvelle capitulation devant le Sénat, son influence et son autorité risquent d'être singulièrement réduites.

L'expérience que la majorité du dernier Conseil national a autorisée ne pouvait se défendre, dans une certaine mesure, que si la gravité des circonstances avait provoqué, dans tous les partis, la même réaction, toute de sincérité et de loyauté, qui inspirait l'appel de notre camarade Blum.

C'était nourrir de singulières illusions que s'arrêter un instant à la pensée que la classe possédante, et ses représentants au Parlement, pussent trouver autre chose, en ces conjonctures tragiques, que des armes nouvelles pour briser l'effort d'émancipation des masses ouvrières.

Nous avons été un certain nombre qui n'avons pas eu cette naïveté — et nous n'avons pas eu grand mérite à prévoir la fin de non-recevoir de nos adversaires — et à considérer que la seule issue au conflit décisif qui bouleversé le monde reste, plus que jamais, dans le sens de la lutte de classes qu'on nous impose et qui doit rester notre loi.

L'échec même de la formation d'une union nationale autour du Rassemblement populaire n'a rien enlevé à la nocivité d'une formule dont nos adversaires se sont emparés et, quelque différence fondamentale qu'il y ait entre ce qu'ils poursuivent et ce que proposait Léon Blum, il est certain qu'il sera facile d'exploiter, aux yeux non avertis, l'opposition fatale qui nous dressera devant le gouvernement que les défaillances et les trahisons de certains de nos associés permettra, sans doute, dans un proche avenir.

Pour les uns on jouera de la formule simpliste et grossièrement stupide, qu'à combattre une union sacrée dont nous avons lancé l'idée et pour la seule raison que nous n'en avons pas le contrôle, nous faisons preuve d'un sectarisme étroit et d'une méconnaissance criminelle des réalités.

Pour les autres, et c'est peut-être plus grave, nous porterons, dans une large mesure, la responsabilité de la résurrection d'une formation dont, à un moment donné, nous n'avons pas condamné l'éventualité.

Nous ne devons pas éliminer, dans ces conditions, la possibilité d'un discrédit qui orientera vers d'autres voies, une partie de ceux dont nous avons conquis la sympathie et la confiance.

Du reste, il est bien difficile, lorsqu'on sort du droit chemin — doctrinalement parlant — de fixer la limite de ses écarts et de ses complaisances.

Sur ce terrain, la pente est glissante et il est vain de vouloir déterminer l'arrêt.

L'appel à l'union devait avoir fatalement, comme corollaire, l'absence de tout geste qui pût faire douter de la loyauté de ceux qui adoptaient cette attitude.

De fait, nous avons vu l'affaire du C.S.A.R. disparaître à peu près complètement de l'affiche. L'impunité quasi certaine dont bénéficieront — sauf quelques comparses — les auteurs et les bailleurs de fonds du criminel complot ourdi contre le régime, ne pourra qu'inciter les coupables à poursuivre leurs desseins et à renforcer leur organisation.

Nous venons d'avoir la surprise — je reste mesuré — de voir le *Populaire* condamner

publiquement, pour des raisons de forme et de hiérarchie, la manifestation organisée, contre le Sénat, par notre Fédération de la Seine. Cette manifestation était-elle, cependant, autre chose que la conclusion pratique de la campagne menée, depuis une quinzaine, dans notre organe officiel, par notre camarade Séverac?

Que signifient ces scrupules et par quels autres moyens entend-on obtenir le respect de la souveraineté populaire?

Tels sont certains aspects de la situation équivoque et dangereuse que nous vaut l'abandon momentané de nos doctrines et de notre action de classe.

Dans les heures qui vont suivre, nos camarades, lourdement handicapés par leurs illusions et leurs scrupules, trahis par un nombre grandissant de leurs associés au Rassemblement populaire, manœuvrés par d'autres, pourront-ils faire autre chose que s'effacer une fois de plus devant le veto insolent de Caillaux et laisser la voie libre aux pires perspectives?

On n'ose, hélas! préjuger d'un redressement vigoureux, d'une défense déterminée et victorieuse du suffrage universel bafoué, parce que les facteurs mêmes de l'action révolutionnaire, dont nous esquivons l'initiative, sont dès à présent compromis dans leur vertu et dans leur efficacité.

Et c'est ainsi que, sous quelque angle que nous envisagions la situation, tout se réduit à un problème de force et qu'il n'est, à notre sens, d'autre barrage au fascisme qui monte, que dans l'action directe, coordonnée et disciplinée de la classe ouvrière.

On peut regretter que notre Parti, pour avoir été dominé par les événements et écarté de sa route, ne soit pas unanime pour prendre la responsabilité et la direction de cette bataille libératrice.

BENOIT,

Secrétaire fédéral des Vosges.

Le Prolétariat et la Guerre (suite)

LE SOCIALISME ET L'AIDE A L'ESPAGNE

Les succès de Franco se précipitent. L'écrasante supériorité en matériel et en organisation des armées fascistes l'emporte sur le courage et l'abnégation des ouvriers espagnols. Il apparaît de tous les renseignements comme des déclarations de militants espagnols responsables que la situation en Espagne est perdue, à moins d'une aide massive. Aide massive qui irait, suivant la demande du gouvernement espagnol, jusqu'à l'envoi de militaires et même de corps organisés de l'armée française en Espagne. Nous devons avoir une position claire sur cette question. Les personnes informées de la véritable situation militaire affirment qu'une aide matérielle, si massive qu'elle soit, ne suffirait plus aujourd'hui, à moins qu'elle ne se trouve accompagnée par l'envoi de spécialistes militaires capables de l'utiliser et même par l'envoi d'officiers d'Etat-Major pour diriger la stratégie de l'armée populaire. Beaucoup de militants qui admettent parfaitement et réclament comme une nécessité urgente l'envoi de matériel, s'élèvent contre le fait d'avoir recours à des unités et personnalités militaires pour la défense du peuple espagnol. Ils objectent que le prolétariat ne peut en aucun cas, pour défendre ses intérêts de classe, utiliser un tant soit peu une fraction quelconque de l'appareil d'Etat bourgeois, surtout de l'appareil militaire. Cet argument semble avoir une grande force, qu'il puise dans l'affirmation marxiste de la lutte de classes du prolétariat contre sa propre bourgeoisie et contre son propre Etat, et dans la constatation historique du fait que le prolétariat, en confiant ses intérêts, même provisoirement, à la bourgeoisie, renforce celle-ci et détruit pour lui-même toute possibilité d'action de classe. Ces mêmes camarades nous disent que l'aide à l'Espagne doit se faire exclusivement par l'action autonome de classe réalisant l'envoi direct, par-dessus la tête du gouvernement français, des stocks accumulés par la bourgeoisie dans les arsenaux.

Cette position serait parfaitement juste si le prolétariat français était entré définitivement dans la période révolutionnaire qui le porterait au pouvoir. Mais il n'en est pas ainsi actuellement, et nous en sommes à chercher les mots d'ordre qui, traduisant le sentiment profond des masses ouvrières, sont capables de les mettre en mouvement pour la révolution. Demander au prolétariat l'aide révolutionnaire à l'Espagne alors qu'il lutte péniblement aujourd'hui pour défendre son niveau de vie, d'une part, et que, d'autre part, des années de propagande stalinienne ou réformiste, ont contribué à le détourner des nécessités de la Révolution, c'est lui demander une tâche impossible. Cela caractérise ce qu'on appelle « la phrase révolutionnaire », inadaptée à la réalité immédiate, et dont Lénine donnait la définition suivante : « La phrase révolutionnaire est le plus souvent une maladie propre aux Partis révolutionnaires, lorsque ceux-ci réalisent l'enchevêtrement des éléments prolétariens et petits-bourgeois, et lorsque le cours des événements amènent des

virages brusques. La phrase révolutionnaire est la répétition de mots d'ordre révolutionnaires sans rapport avec les circonstances objectives d'un moment. Des mots d'ordre excellents, entraînants, enivrants, mais dépourvus de base, en voilà l'essence. » (*Pravda*, 21 février 1918.)

Nous devons à tout prix éviter la phrase révolutionnaire qui, bien souvent, risquerait de servir d'alibi intellectuel et moral pour masquer notre impuissance, soit à prendre des positions concrètes, soit à engager notre responsabilité.

Nous sommes donc devant ce problème : *jusqu'où devons-nous aller pour sauver la République espagnole actuelle?* Avant d'apporter une réponse raisonnable à cette question, nous devons d'abord répondre à la suivante : *Devons-nous faire tout ce qui est possible pour sauver la République espagnole?*

Certains nous disent aujourd'hui que la révolution espagnole est morte, que Negrin et les stalinien l'ont assassinée, que des milliers de camarades sont dans les prisons. Leur conclusion est que la victoire de Franco ne sera pas pire pour les ouvriers révolutionnaires que ne l'est aujourd'hui la présence du gouvernement Negrin. Nous retrouvons dans cette attitude la grave erreur commise par les communistes allemands qui pensaient sincèrement qu'Hitler n'était pas pire que le gouvernement social-démocrate ou républicain de Weimar qui, déjà, réprimait le mouvement ouvrier. La seule excuse pour les communistes allemands de l'époque était leur ignorance de la réalité nazie. La répéter aujourd'hui à propos de l'Espagne serait sans excuse. Nous savons parfaitement à quels actes contre-révolutionnaires s'est livré le gouvernement Negrin avec, il faut bien le dire, l'adhésion tacite des grandes organisations ouvrières. Mais cette politique de Negrin n'a été que la conséquence de l'isolement dans lequel s'est trouvée la Révolution espagnole en Europe, et en particulier du blocus dont le Front populaire français a pris l'initiative. Seule, la pression soviétique avec comme instrument le P. C. espagnol et le P. S. U. C. de Catalogne a été la cause déterminante de la régression révolutionnaire, et cette pression ne se serait jamais exercée si la classe ouvrière française, même communiste, si le gouvernement Blum, en majorité socialiste, n'avaient honteusement capitulé devant les forces capitalistes et fascistes internationales. Mais derrière le gouvernement Negrin, il y a encore la classe ouvrière espagnole tout entière, l'U.G.T. et la C.N.T., et c'est à la défense de celle-ci, à la défense de sa liberté, de son existence que le prolétariat français doit consacrer ses efforts.

Il n'est pas nécessaire d'avoir une grande imagination pour se représenter les conséquences d'une victoire de Franco. Ce serait en Espagne même l'anéantissement total, physique autant que social, du peuple ouvrier. Ce serait la colonisation hitléro-mussolinienne, le travail forcé, l'omnipotence clérical, le retour à l'inquisition qui déjà fon-

ctionne dans l'Espagne nationaliste. Ce serait en Europe, et d'abord en France, le renforcement considérable du fascisme et de la réaction qui verraient en Franco, succédant à Mussolini et à Hitler, dans le déroulement historique, le symbole de la défense et de la victoire capitalistes. Nous assisterions en France à la désagrégation et à la démoralisation consécutives des forces ouvrières, voyant l'impuissance du prolétariat, à empêcher la marée montante du fascisme, et à triompher de ses adversaires. Nous assisterions en même temps à une fascisation rapide du pays, à un développement du terrorisme réactionnaire, puisant ses forces dans la complicité des pays fascistes limitrophes. La classe ouvrière se verrait ainsi dans notre pays refoulée par la réaction, au même moment où elle se trouverait encerclée par l'Allemagne, l'Italie et l'Espagne franquiste. Et la classe ouvrière se trouverait devant l'alternative : ou de s'adapter aux circonstances en subissant à brève échéance le sort du prolétariat allemand, ou de résister par l'action révolutionnaire et se voir écraser par la quadruple conjugaison des fascismes français, allemand, italien et espagnol.

Ces perspectives seraient la conséquence inévitable d'une victoire de Franco. Dans ces conditions, la réponse à la question posée est évidente : *nous devons faire tout ce qui est possible pour sauver la République espagnole.*

L'action autonome de la classe ouvrière est-elle suffisante pour obtenir ce résultat? Les faits répondent : NON.

L'envoi massif de matériel de guerre par le gouvernement français est-il suffisant? Nos camarades espagnols affirment que non. Cette aide matérielle eut été largement suffisante il y a dix-huit mois quand les forces italo-allemandes étaient encore faibles en Espagne. Elle ne l'est plus aujourd'hui.

Certains pensent : si le gouvernement espagnol réclamait de la France une aide militaire directe, il prouverait par là-même qu'il ne défend plus le peuple espagnol, mais qu'il n'est qu'un agent des intérêts impérialistes français en Europe. Nous pensons au contraire que même un gouvernement ouvrier révolutionnaire en Espagne ne devrait pas hésiter, pour le salut prolétarien, à demander une aide militaire au gouvernement bourgeois français. Il n'aurait d'ailleurs qu'à invoquer contre les doctrinaires de la phrase le précédent de la Révolution russe. Rappelons ici quelques-uns de ces faits. La Russie soviétique épuisée, dans l'incapacité de résister par ses seules forces, est menacée de destruction par l'impérialisme allemand. Nous sommes en février 1918. Jacques Sadoul, membre de la mission militaire française en Russie, et représentant intelligent des intérêts impérialistes français, écrit à la date du 22 février : « Passé la journée ou presque avec Trotsky. D'abord, le matin, il m'apprend que le Conseil des Commissaires du peuple a adopté le principe de l'appel à la mission française, c'est-à-dire aux alliés. Ceci ne paraît rien. C'est énorme. Rappelons-nous que depuis trois mois, Lénine